

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1963 Nr. 106

A. TITEL

Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Tunesische Republiek inzake de bevordering van kapitaal-investeringen en de bescherming van eigendom, met brieven; Tunis, 23 mei 1963

B. TEKST

Convention entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Tunisienne relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République Tunisienne,

Désireux de créer des conditions favorables à l'investissement de capitaux par des personnes physiques et morales, ressortissantes de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre Etat et,

Reconnaissant qu'une protection contractuelle des investissements est susceptible de stimuler l'initiative économique privée et d'augmenter la prospérité des deux nations,

Sont convenus de ce qui suit:

Article Premier

Les investissements ainsi que les biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques et morales, ressortissantes d'une des Parties Contractantes dans le territoire de l'autre bénéficieront d'un traitement juste et non discriminatoire, au moins égal à celui qui est reconnu par chaque Partie à ses nationaux.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'engage à autoriser, en usant des facultés offertes par la réglementation édictée en exécution de sa législation actuelle ou de toute autre législation plus favorable qui pourrait être promulguée à l'avenir,

— le transfert du bénéfice réel net, des intérêts, dividendes et redevances revenant à des personnes physiques ou morales ressortissantes de l'autre Partie;

— le transfert du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements agréés par le pays dans lequel ils sont effectués;

— le transfert d'une partie adéquate du produit du travail des ressortissants de l'autre Partie autorisés à exercer leur activité sur son territoire.

Article 3

Au cas où une Partie exproprierait ou nationaliserait des biens, droits ou intérêts appartenant à des personnes, physiques ou morales, ressortissantes de l'autre Partie ou procéderait à leur encontre à une mesure de dépossession directe ou indirecte, elle devra prévoir le versement d'une indemnité effective et adéquate, conformément au droit international. Le montant de cette indemnité, qui devra être fixé à l'époque de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession, sera réglé sans retard injustifié à l'ayant-droit. Le montant de cette indemnité sera transféré sans retard. Toutefois, les mesures d'expropriation, de nationalisation ou de dépossession ne devront être ni discriminatoires ni contraires à un engagement spécifique.

Article 4

Si un différend venait à surgir entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution des dispositions de la présente Convention et que ce différend ne puisse pas être réglé dans un délai de six mois d'une façon satisfaisante par la voie diplomatique, il sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre des Parties, à un tribunal arbitral de trois membres. Chaque Partie désignera un arbitre. Les deux arbitres désignés nommeront un surarbitre qui devra être ressortissant d'un Etat tiers.

Si l'une des Parties n'a pas désigné son arbitre et qu'elle n'ait pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette Partie, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

Si les deux arbitres ne peuvent pas se mettre d'accord, dans les deux mois suivant leur désignation, sur le choix du surarbitre, celui-ci sera nommé, à la requête de l'une des Parties, par le Président de la Cour Internationale de Justice.

Si, dans les cas prévus au paragraphes 2 et 3 du présent article, le Président de la Cour Internationale de Justice est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le Vice-Président. Si celui-ci est empêché, ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Le tribunal statue sur la base du respect du droit. Avant de rendre sa sentence, il peut, dans tout état du litige, proposer à l'agrément des Parties un règlement à l'amiable du différend.

Si les Parties sont d'accord, le tribunal statue *ex aequo et bono*.

A moins que les Parties n'en disposent autrement, le tribunal fixe lui-même sa procédure.

Les décisions du tribunal, prises par la majorité des arbitres, sont obligatoires pour les Parties.

Article 5

Lorsqu'une question est régie à la fois par la présente Convention et par un autre accord international, aucune disposition de la présente convention n'empêche un ressortissant d'une Partie qui possède des biens sur le territoire de l'autre Partie de se prévaloir de la réglementation qui lui est la plus favorable.

Article 6

Pour les biens acquis ainsi que pour les investissements effectués avant sa date d'expiration, la présente Convention restera encore applicable pendant dix ans à partir de sa date d'expiration.

Article 7

1) La présente Convention sera ratifiée; l'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible à Tunis.

2) La présente Convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Elle restera en vigueur pendant dix ans et sera prolongée pour une durée indéterminée à moins d'être dénoncée par écrit par l'une des deux Parties Contractantes un an avant son expiration. A l'expiration de la période de dix ans, la Convention pourra être dénoncée à tout moment, mais elle restera encore en vigueur pendant un an après sa dénonciation.

Article 8

A partir de la date de la signature de la présente Convention les deux Parties Contractantes appliquent, à titre provisoire et en attendant la ratification de la Convention, les dispositions qui sont contenues dans les articles 1 à 6 inclus.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé la présente Convention.

FAIT à Tunis, le 23 mai 1963, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement du
Royaume des Pays-Bas,
(s.) TH. P. BERGSMA

Pour le Gouvernement de
la République Tunisienne,
(s.) AHMED BEN SALAH

Nr. I

Tunis, le 23 mai 1963.

Monsieur l'Ambassadeur,

A l'occasion de la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République Tunisienne et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que cette Convention remplit les conditions définies par l'article 4, alinéa 1^o, du Décret-Loi N^o 61-14 de la République Tunisienne en date du 30 Août 1961, relatif aux conditions d'exercice de certaines activités commerciales. Néanmoins je tiens à préciser qu'en vertu de la législation tunisienne, l'agrément préalable du Gouvernement Tunisien reste obligatoire pour l'exercice d'activités commerciales ou assimilées en Tunisie, autres que celles liées à des investissements agréés par mon Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

*Le Secrétaire d'Etat au Plan
et aux Finances,*

(s.) AHMED BEN SALAH

*Monsieur l'Ambassadeur
du Royaume des Pays-Bas
à Tunis*

Nr. II

Tunis, le 23 mai 1963.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour ainsi libellée:

(Zoals in Nr. I)

Je tiens à vous remercier de ces précisions dont j'ai pris bonne note.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

*L'Ambassadeur du Royaume
des Pays-Bas,*

(s.) TH. P. BERGSMA

*Monsieur le Secrétaire d'Etat
au Plan et aux Finances
Tunis*

Nr. III

Tunis, le 23 mai 1963.

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

A l'occasion de la signature en date de ce jour de la Convention entre nos deux Gouvernements relative à l'encouragement des investissements de capitaux et à la protection des biens, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu des dispositions constitutionnelles du Royaume des Pays-Bas, mon Gouvernement réserve habituellement à l'approbation des Gouvernements du Surinam et des Antilles Néerlandaises la question de l'application à ces pays des traités ou autres conventions qu'il conclut.

En conséquence, dans le cas où ces Gouvernements seraient intéressés par le bénéfice des dispositions de la Convention visée ci-dessus, elle sera proposée à leur approbation avant sa ratification par Sa Majesté la Reine.

En tout état de cause, l'instrument de ratification précisera à l'intention de votre Gouvernement le champ d'application de la Convention précitée dans le Royaume.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

*L'Ambassadeur du Royaume
des Pays-Bas,*

(s.) TH. P. BERGSMA

*Monsieur le Secrétaire d'Etat
au Plan et aux Finances
Tunis*

Nr. IV

Tunis, le 23 mai 1963.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour ainsi libellée:

(Zoals in Nr. III)

Je vous remercie de cette lettre dont je prends note.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

*Le Secrétaire d'Etat au Plan
et aux Finances,*

(s.) AHMED BEN SALAH

*Monsieur l'Ambassadeur
du Royaume des Pays-Bas
à Tunis*

C. VERTALING

Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Tunesië inzake de bevordering van kapitaalinvesterings en de bescherming van eigendom

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Tunesië,

Bezielde door de wens, gunstige voorwaarden te scheppen voor kapitaalinvesterings op het grondgebied van de ene staat door natuurlijke en rechtspersonen die onderdaan zijn van, onderscheidenlijk gevestigd zijn in, de andere staat, en

Erkennend dat een contractuele bescherming van investeringen het particuliere economische initiatief kan stimuleren en de welvaart van beide naties kan verhogen,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

De investeringen, goederen, rechten en belangen op het grondgebied van de ene Verdragsluitende Partij van natuurlijke en rechtspersonen, onderdanen van, onderscheidenlijk gevestigd in, de andere Verdragsluitende Partij, genieten een billijke en niet-discriminatoire behandeling, die tenminste gelijk is aan die welke elk van beide Partijen aan haar eigen onderdanen toekent.

Artikel 2

Iedere Verdragsluitende Partij verbindt zich, onder gebruikmaking van de bevoegdheden, haar geboden door de voorschriften vastgesteld ter uitvoering van haar bestaande wettelijke maatregelen of iedere andere in de toekomst eventueel in te stellen gunstiger wettelijke maatregelen, goed te keuren:

— het overmaken van reële netto-winsten, renten, dividenden en anderszins verschuldigde bedragen toekomende aan natuurlijke of rechtspersonen, onderdanen van, of gevestigd in, de andere Partij;

— het overmaken van de opbrengst van de gehele of gedeeltelijke liquidatie van investeringen die zijn goedgekeurd door het land waarin zij waren gedaan;

— het overmaken van een passend deel van de uit arbeid verworven inkomsten van onderdanen van de andere Partij, die toestemming hebben hun werkzaamheden op haar grondgebied uit te oefenen.

Artikel 3

Indien een Partij goederen, rechten of belangen van natuurlijke of rechtspersonen, onderdanen van of gevestigd in, de andere Partij, mocht onteigenen of nationaliseren of mocht overgaan tot een maatregel waardoor de bezitsrechten van die natuurlijke of rechtspersonen al dan niet rechtstreeks worden aangetast, dient zij, overeenkomstig het internationale recht, te voorzien in een doeltreffende en passende schadevergoeding. Het bedrag van deze schadevergoeding, dat op het ogenblik van de onteigening, de nationalisatie of de aantasting van het bezitsrecht moet worden vastgesteld, dient zonder ongerechtvaardigde vertraging aan de rechthebbende te worden uitgekeerd. Het bedrag van deze schadevergoeding dient onverwijld te worden overgemaakt. De onteigening, nationalisatie of de aantasting van het bezitsrecht mogen echter noch discriminatoir, noch in strijd met een specifieke verbintenis zijn.

Artikel 4

Indien zich tussen de Verdragsluitende Partijen een geschil mocht voordoen over de uitlegging of de uitvoering van de bepalingen van dit Verdrag en indien dit geschil niet binnen een termijn van zes maanden op bevredigende wijze langs diplomatieke weg zou kunnen worden geregeld, wordt het op verzoek van een der Partijen aan een uit drie leden bestaand scheidsgerecht voorgelegd. Iedere Partij wijst een scheidsman aan. De beide aangewezen scheidsmannen benoemen een voorzittend scheidsman, die onderdaan moet zijn van een derde staat.

Indien een der Partijen geen scheidsman heeft aangewezen en indien zij geen gevolg heeft gegeven aan het verzoek van de andere Partij om binnen twee maanden tot deze aanwijzing over te gaan, wordt de scheidsman op verzoek van laatstgenoemde Partij benoemd door de Voorzitter van het Internationale Gerechtshof.

Indien de twee scheidsmannen binnen twee maanden na hun aanwijzing niet tot overeenstemming kunnen geraken over de keuze van de voorzittend scheidsman, wordt deze op verzoek van een der Partijen benoemd door de Voorzitter van het Internationale Gerechtshof.

Indien in de gevallen genoemd in de tweede en derde alinea van dit artikel, de Voorzitter van het Internationale Gerechtshof verhinderd is of indien hij onderdaan is van een der Partijen, geschieden de benoemingen door de Vice-Voorzitter. Indien deze verhinderd is of indien hij onderdaan is van een der Partijen, geschieden de benoemingen door het in jaren oudste lid van het Hof dat geen onderdaan is van een der Partijen.

Het scheidsgerecht doet uitspraak op de grondslag van de eerbiediging van het recht. Alvorens uitspraak te doen kan het scheidsgerecht, in ieder stadium van de procedure, een minnelijke schikking van het geschil ter goedkeuring aan Partijen voorleggen.

Wanneer de Partijen daarmee instemmen, doet het scheidsgerecht uitspraak ex aequo et bono.

Tenzij Partijen anders beslissen, stelt het scheidsgerecht zijn procedureregels zelf vast.

De beslissingen van het scheidsgerecht, genomen met meerderheid van stemmen der scheidsmannen, zijn voor de Partijen verbindend.

Artikel 5

Wanneer een aangelegenheid zowel bij dit Verdrag als bij een andere internationale overeenkomst is geregeld, belet geen enkele bepaling van dit Verdrag een onderdaan van een Partij die eigendommen heeft op het grondgebied van de andere Partij zich te beeroepen op de regeling die voor hem de meest gunstige is.

Artikel 6

Ten aanzien van eigendommen verworven voor het buiten werking treden van dit Verdrag en ten aanzien van voor dat tijdstip verrichte investeringen, blijft dit Verdrag nog gedurende tien jaar na het tijdstip van buitenwerkingtreding van toepassing.

Artikel 7

1) Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd; de akten van bekrachtiging worden zo spoedig mogelijk te Tunis uitgewisseld.

2) Dit Verdrag treedt een maand na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging in werking. Het blijft gedurende een periode van tien jaar van kracht en wordt daarna voor onbepaalde tijd verlengd, tenzij het door een der Partijen een jaar voor het verstrijken van bedoelde periode schriftelijk wordt opgezegd. Na het verstrijken van de periode van tien jaar kan het Verdrag te allen tijde worden opgezegd, doch het blijft nog een jaar na de opzegging van kracht.

Artikel 8

In afwachting van de bekrachtiging van dit Verdrag zullen Partijen de bepalingen van de artikelen 1 tot en met 6 voorlopig toepassen, te rekenen van het ogenblik van ondertekening af.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd door hun regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Tunis, de 23ste mei 1963, in twee originele exemplaren, in de Franse taal.

Voor de Regering van het
Koninkrijk der Nederlanden,
(w.g.) TH. P. BERGSMA

Voor de Regering van de
Republiek Tunesië,
(w.g.) AHMED BEN SALAH

Nr. I

Tunis, 23 mei 1963.

Mijnheer de Ambassadeur,

Naar aanleiding van de ondertekening van het Verdrag tussen de Regering van de Republiek Tunesië en de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden inzake de bevordering van kapitaalinvesterings en de bescherming van eigendom, heb ik de eer Uwer Excellentie te bevestigen, dat dit Verdrag voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 4, eerste lid van Besluit No. 61-14 van de Republiek Tunesië van 30 augustus 1961, dat betrekking heeft op de voorwaarden waaronder bepaalde handelsactiviteiten mogen worden uitgeoefend. Ik vestig niettemin Uw aandacht op het feit dat, op grond van de Tunesische wetgeving, de voorafgaande goedkeuring van de Tunesische Regering noodzakelijk blijft voor het uitoefenen van handels- of daarmee gelijkgestelde activiteiten in Tunesië, behalve voor zover deze verband houden met investeringen die door mijn Regering zijn goedgekeurd.

Gelief, Mijnheer de Ambassadeur, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

*De Staatssecretaris voor het Plan
en Financiën,*

(w.g.) AHMED BEN SALAH

*Hr. Ms. Buitengewoon en
Gevolmachtigd Ambassadeur
te Tunis*

Nr. II

Tunis, 23 mei 1963.

Mijnheer de Staatssecretaris,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van Uw schrijven d.d. heden waarvan de tekst als volgt luidt:

(Zoals in Nr. I)

Ik dank U voor de daarin vervatte uiteenzetting, waarvan ik goede nota heb genomen.

Gelief, Mijnheer de Staatssecretaris, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

*De Ambassadeur van het Koninkrijk
der Nederlanden,*

(w.g.) TH. BERGSMA

*De Heer Staatssecretaris voor het Plan
en Financiën
te Tunis*

Nr. III

Tunis, 23 mei 1963.

Mijnheer de Staatssecretaris,

Naar aanleiding van het heden ondertekende Verdrag tussen onze beide Regeringen inzake de bevordering van kapitaalinvesteringen en de bescherming van eigendom, heb ik de eer U mede te delen dat mijn Regering, krachtens de grondwettelijke voorschriften van het Koninkrijk der Nederlanden, de toepassing van door haar gesloten verdragen of andere overeenkomsten op Suriname en de Nederlandse Antillen als regel voorbehoudt aan de goedkeuring van de Regeringen van die landen.

Indien deze Regeringen derhalve gebruik willen maken van de door de bepalingen van het hierboven genoemde Verdrag geboden voordelen, zal het Verdrag aan hun goedkeuring worden voorgelegd alvorens door Hare Majesteit de Koningin te worden bekrachtigd.

In ieder geval zal in de akte van bekrachtiging ten behoeve van Uw Regering nauwkeurig worden omschreven op welke gebieden van het Koninkrijk het Verdrag van toepassing zal zijn.

Gelief, Mijnheer de Staatssecretaris, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

*De Ambassadeur van het Koninkrijk
der Nederlanden,*

(w.g.) TH. BERGSMA

*De Heer Staatssecretaris voor het Plan
en Financiën
te Tunis*

Nr. IV

Tunis, 23 mei 1963.

Mijnheer de Ambassadeur,

Ik heb de eer de ontvangst te bevestigen van Uw schrijven d.d. heden waarvan de tekst als volgt luidt:

(Zoals in Nr. III)

Ik dank U voor dit schrijven, waarvan ik kennis heb genomen.

Gelief, Mijnheer de Ambassadeur, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

*De Staatssecretaris voor het Plan
en Financiën,*

(w.g.) AHMED BEN SALAH

*Hr. Ms. Buitengewoon en
Gevolmachtigd Ambassadeur
te Tunis*

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag is voorzien in artikel 7, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De artikelen 1 t/m 6 van het Verdrag worden ingevolge artikel 8 vanaf 23 mei 1963 voorlopig toegepast. Het Verdrag zal ingevolge artikel 7, lid 2, in werking treden een maand na de uitwisseling van de akten van bekrachtiging.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft zal het Verdrag voor het gehele Koninkrijk gelden.

J. GEGEVENS

Van het Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof wordt verwezen in artikel 4 van de Overeenkomst, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1959, 38.

Uitgegeven de veertiende augustus 1963.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.